

Plan Local d'Urbanisme



Cugnaux

Modification 3

approuvée par délibération du 12/10/2023

0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse
métropole

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr



Urbanisme

ARRÊTÉ DE MISE EN ŒUVRE DE LA TROISIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLÉ, COMMUNE DE CUGNAUX EN LIEU ET PLACE DE LA QUATRIÈME MODIFICATION (ABROGE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ AGT-22-0079 DU 5 AVRIL 2022)

Vu l'arrêté AGT-22-0079 du 05 avril 2022 mettant en œuvre la quatrième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux définissant les objectifs poursuivis.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 103-2, L153-36, L. 153-37, L. 153-41, R. 104-33 à 37.

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2012, modifié par délibération du Conseil de la Métropole en date du 25 juin 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du 23 février 2017, et mis à jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 4 février 2014.

Considérant qu'il s'agit de la troisième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux et que l'arrêté AGT-22-0079 du 05 avril 2022 fait mention de la quatrième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux.

Considérant qu'il y a lieu de rectifier cette erreur matérielle.

Monsieur le Président arrête

Article 1 :

Le présent arrêté met en œuvre la troisième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux définissant les objectifs poursuivis.

Article 2 :

En vertu du champ d'application défini à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux, est mise en œuvre, en vue de favoriser la production de logements et de logements locatifs sociaux, favoriser le développement économique et permettre la réalisation d'équipements publics.

Il s'agit notamment de procéder à :

- l'ajustement des outils en faveur du logement locatif social,
- des modifications réglementaires portant sur les normes de stationnement,
- la création d'emplacements réservés pour des aménagements d'espace public et de voirie.

Article 3 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, au Maire de Cugnaux et à l'autorité

environnementale, avant l'ouverture de l'enquête publique. Si la procédure de modification devait être soumise à évaluation environnementale suite à l'avis de l'autorité environnementale, le projet fera l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toute autre personne intéressée.

Article 4 :

Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et l'autorité environnementale seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté AGT-22-0079 du 5 avril 2022.

Article 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 8 :

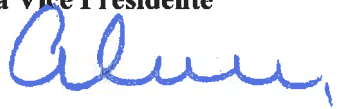
Le présent arrêté sera affiché durant 1 mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Cugnaux.

Article 9 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
Monsieur le Maire de Cugnaux.

Fait à Toulouse, le 30 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : - 2 JUIN 2022

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le - 2 JUIN 2022

- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse : 03 JUIN 2022

Certifié exécutoire le 03 JUIN 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU)
de Cugnaux (31)**

n°saisine : 2022-10668

n°MRAe : 2022DKO175

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-10668 ;**
- **Modification n°3 du PLU de Cugnaux (31) ;**
- **déposée par Toulouse Métropole ;**
- **reçue le 13/06/2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 17/06/2022 et la réponse en date du 11/07/2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne en date du 17/06/2022 et la réponse en date du 06/07/2022 ;

Considérant que la commune de Cugnaux (31), superficie communale de 1300 hectares, population de 19 344 habitants en 2019 et une augmentation de 2,54 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019) engage sa 3^{ème} modification du PLU et prévoit :

- la création de trois emplacements réservés (ER) afin d'aménager le « chemin Michet », de créer un parc public, d'agrandir le groupe scolaire « Claude Haignéré » ;
- la création d'une servitude pour équipement public (SEP) afin de réaliser une jonction du réseau express vélo (REV4) avec la commune de Plaisance du Touch ;
- des modifications réglementaires ;

Considérant que la commune est concernée par plusieurs secteurs à enjeux environnementaux :

- une Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) dite « Vallée de la Garonne Palayre et environs » ;
- plusieurs zones humides élémentaires et potentielles ;

Considérant que la création des trois ER correspond à :

- l'aménagement de la voirie du « chemin Michet » (ER n°15), d'une surface de 3110 m², afin d'adapter le gabarit de la voirie à l'intensification urbaine de ce secteur concerné par plusieurs OAP mais également d'accueillir des cheminements doux sécurisés ;
- la création d'un parc public (ER n°37), d'une surface de 1 090 m², qui permettra la préservation d'un espace boisé ;
- l'extension du groupe scolaire situé à proximité « Claude Haignéré » (ER n°38), d'une surface de 4590 m², qui permettra de répondre à un besoin d'équipement public ;

Considérant que l'ensemble des ER sont situées en zone déjà urbanisée (UC), et en dehors de tout espace à enjeu environnemental précité ;

Considérant que la création d'une SEP, située en zone agricole d'habitat diffus (Ah) est d'une superficie modérée de 517 m² et permettra de réaliser une voie à mobilité douce ;

Considérant que les modifications réglementaires ont pour objectif de modifier la servitude pour les logements sociaux d'une part, et d'autre part de modifier les normes de stationnement en zone déjà urbanisée (UA) et n'ont de fait aucun impact notable sur l'environnement ;

Considérant que les impacts potentiels du projet de modification n°3 du PLU sont réduits par l'absence de nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°3 du PLU de Cugnaux, objet de la demande n°2022-10668, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 26 juillet 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marc Tisseire', with a stylized flourish at the end.

Marc TISSEIRE
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.



Urbanisme

ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA TROISIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE CUGNAUX

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-41, L153-43 et R153-8 à R153-10,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2012, modifié par délibération du Conseil de la Métropole en date du 25 juin 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du 23 février 2017, et mis à jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 4 février 2014.

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 30 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la 3ème modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux,

Vu la décision n° E22000096 en date du 26 juillet 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

Après avoir **consulté le Commissaire Enquêteur**, afin de **déterminer les dates de réception du public** ;

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 3ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux

Le projet de 3ème modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants:

- l'ajustement des outils en faveur du logement locatif social,
- des modifications réglementaires portant sur les normes de stationnement,
- la création d'emplacements réservés pour des aménagements d'espace public et de voirie.

Article 2 : Autorité responsable du projet et siège de l'enquête

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo)**.

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, Direction de l'Urbanisme - Service de la Planification Urbaine au 6, rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.

Article 3 : Dossier et durée de l'enquête publique

Le dossier de modification, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 31 jours consécutifs, **du mercredi 09 novembre 2022 au vendredi 09 décembre 2022 inclus**.

L'enquête publique débutera le mercredi 09 novembre 2022 à 9 heures et prendra fin le vendredi 09 décembre 2022 à 12 heures.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L123-9 du Code de l'Environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

Article 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 26 juillet 2022, **Monsieur Jean-Guy Gendras** en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier

Le dossier du projet de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- Au service urbanisme de la Mairie de Cugnaux, 1 rue Vincent Auriol, 31270 Cugnaux. Le Lundi de 9h à 12h30, le Mardi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h , le Mercredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, le Jeudi de 13h30 à 17h et le Vendredi de 9h à 12h30.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur un **registre dématérialisé sécurisé** accessible via le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr), accessible 7j/7j et 24h/24h ;
- sur un **registre papier** établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ouverts :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- au service urbanisme de la Mairie de Cugnaux, 1 rue Vincent Auriol, 31270 Cugnaux. Le Lundi de 9h à 12h30, le Mardi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h, le Mercredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, le Jeudi de 13h30 à 17h et le Vendredi de 9h à 12h30.
- **par voie postale** en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de la mise à disposition, le cachet de la Poste faisant foi.

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

Article 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra au Service Urbanisme de Cugnaux, 1 rue Vincent Auriol, 31270 Cugnaux aux jours et heures suivants :

- Le mardi 15 novembre 2022 de 14 heures à 17 heures ;
- Le mardi 29 novembre 2022 de 14 heures à 17 heures ;
- Le vendredi 09 décembre 2022 de 9 heures à 12 heures.

Article 8 : Informations environnementales

Le dossier du projet de 3ème modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement, a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R104-28 à R104-32 du Code de l'Urbanisme.

L'autorité environnementale dans sa décision rendue le 26 juillet 2022 et jointe au dossier d'enquête publique a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale le dossier de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Cugnaux et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Commune de Cugnaux (<https://ville-cugnaux.fr>).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des modalités d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres papiers déposés en Mairie de Cugnaux et à Toulouse Métropole seront transmis sans délai au Commissaire Enquêteur pour être clos par lui même.

La communication des observations du public sur le registre dématérialisé et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon les modalités prévues à l'article 3, la date et l'heure du dépôt électronique et le cachet de la poste faisant foi.

Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à la Mairie de Cugnaux, siège de l'enquête publique, accompagné des pièces annexées et des registres. Monsieur le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Maire de Cugnaux et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de l'Urbanisme – Service de la Planification Urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole, pour y être tenus à disposition du public durant 1 an.

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le projet de 3ème modification du PLU objet de la présente enquête, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sur le site de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole– 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de Cugnaux 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire de Cugnaux

Fait à Toulouse, le 13 OCT. 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 13 OCT. 2022
- Publié par affichage à Toulouse Métropole le : 13 OCT. 2022
- Publié par affichage en mairie le :
- Publié le : - 4 NOV. 2022 18 OCT. 2022



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL du 14 juin 2023

DELIBERATION N°90

COMMUNE DE CUGNAUX

Département de la Haute-Garonne

L'an deux mille vingt-trois, le 14 juin à dix-huit heures 30 minutes, le Conseil Municipal de la Commune de CUGNAUX étant assemblé en session ordinaire, en salle Camus, après convocation légale, sous la présidence de M. Albert SANCHEZ, Maire.

Étaient présents : MM. et MMES : SANCHEZ, ARTERO, DROUILLET, GOUDAL, LIMONDIN, BERHO, BENA, JEANBON, SOCA, SENDRA, SUDRE, SILVEIRA, TEILLAIS, FAURE, AMMAR, LAGOUTE, KARMANN, LEFEBVRE, PANIÉ, ROURE, AUJOULAT, LYORET, ANDREU-SEIGNÉ, BAR, BURTIN, EL BAHLAOUI.

Absents ayant donné procuration :

- Mme DOURY donne procuration à M. KARMANN,
- M. FAGET donne procuration à M. GOUDAL,
- Mme HANDSCHUTTER donne procuration à M. JEANBON,
- M. LACASSIE donne procuration à M. BERHO,
- M. BESNEHARD donne procuration à Mme EL BAHLAOUI,
- Mme DOUCHET donne procuration à Mme BURTIN.

Absents :

- M. ESCABASSE

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire de séance pris dans le sein du conseil, ayant obtenu la majorité des suffrages, Mme Dorine BENA a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Date de convocation : 8 juin 2023

Date de mise en ligne sur le site internet de la Commune de la délibération : 20 juin 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 33

Nombre de Conseillers présents : 26

Votants :

POUR : 23

CONTRE : 9 (MM et MMES ROURE, ANDREU-SEIGNE, BAR, AUJOULAT, LYORET, BURTIN, BESNEHARD, DOUCHET, EL-BAHLAUI)

ABSTENTION : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

Objet : Avis de la Commune sur la 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Service : Urbanisme

Rapporteur : M. Frédéric GOUDAL

Annexe : Dossier de modification du PLU

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.151-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5211-57 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021 ;

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018 ;

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019 ;

Vu le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux approuvé par délibérations du Conseil de la Communauté des 28 juin et 31 mai 2012, lequel document a fait l'objet de deux procédures de modification approuvées par délibération du 27 juin 2013 et par délibération du Conseil de la Métropole du 25 septembre 2015, d'une première modification simplifiée approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 23 février 2017, et d'une procédure de mise à jour préfectoral du 4 février 2014 ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 30 mai 2022 mettant en œuvre la procédure de modification ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 13 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux ;

Vu l'avis de la MRAe en date du 26 juillet 2022 dispensant d'évaluation environnementale le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête qui a émis un avis favorable, assorti d'une réserve et 4 recommandations en date du 10 mars 2023 ;

Vu le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux, prêt à être approuvé par le Conseil de la Métropole ;

Contexte de la modification du PLU

Par arrêté du 30 mai 2022 n°AGT 22-0144, Toulouse Métropole a engagé la 3^{ème} modification de son document d'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme, en vue de favoriser la production de logements et de logements locatifs sociaux, encourager le développement économique et permettre la réalisation d'équipements publics.

Il s'agit, notamment, de procéder à :

- l'ajustement des outils en faveur du logement locatif social,

Il est ainsi proposé d'apporter des évolutions réglementaires dans le Règlement écrit du PLU concernant les dispositions applicables aux zones urbaines, afin de modifier la servitude pour les

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

logements sociaux en abaissant le seuil de déclenchement à 500 m² de surface plancher et en fixant le taux de logements locatifs sociaux à 35%.

- des modifications réglementaires portant sur les normes de stationnement.

Il est ainsi proposé de modifier les normes de stationnement pour les commerces situés en zone UA dans l'objectif de permettre une certaine vitalité commerciale – en ne bloquant pas des projets de commerces en raison de normes de stationnement trop importantes. En effet, il s'agit de commerces de petite surface qui disposent d'une offre de stationnement public à proximité. Les normes proposées correspondent à celles définies à l'échelle de la Métropole dans le cadre du PLUi-H qui a été annulé.

- la création d'emplacements réservés pour des aménagements d'espace public et de voirie
 - Emplacement réservé pour créer un cheminement chemin Michet ;
 - Emplacement réservé pour l'extension du groupe scolaire Claudie Haigneré ;
 - Emplacement réservé pour la création d'un parc public dans le prolongement de la rue des Troubadours et à proximité immédiate de l'emplacement réservé pour l'extension du groupe scolaire ;
 - Servitude d'équipement public pour la réalisation du REV 4.

L'intégralité des modifications envisagées figure dans la notice explicative du dossier d'enquête publique jointe en annexe de la présente délibération, qui sera modifiée pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et du rapport du commissaire enquêteur, tel que détaillés ci-après.

Pour information, un dossier papier est mis à la disposition des conseillers municipaux au sein du service urbanisme, aux jours et heures d'ouverture.

Suites de la procédure

En application de l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est invité à formuler un avis, préalablement à l'examen de l'approbation de la 3^{ème} modification du PLU par le Conseil de la Métropole.

Ainsi, la présente délibération a pour objet de présenter au Conseil municipal :

- d'une part, les résultats de l'enquête publique et la manière dont Toulouse Métropole prévoit d'y répondre ;
- d'autre part, la nature des évolutions qu'il est prévu d'apporter au dossier de 3^{ème} modification du PLU soumis à enquête, qui sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Par conséquent, la présente délibération se décompose de la manière suivante :

1. Avis des personnes publiques associées et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole ;
2. Enquête publique, conclusions du commissaire enquêteur et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole

1 – Avis des personnes publiques associées et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole

Dans le cadre de la procédure, le dossier de 3^{ème} modification a été notifié à la MRAe, aux personnes publiques associées et au Maire de la Commune concernée conformément à l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme.

La MRAe a donné un avis le 26 juillet 2022, précisant que le projet de modification n°3 du PLU

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

de Cugnaux n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Six réponses de PPA et PPC ont été reçues :

- Avis du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine, du 7 juillet 2022 précisant que Tisséo Collectivités ne formule pas de remarque particulière eu égard à la nature des modifications apportées ;
- Avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Garonne, du 8 juillet 2022, précisant que le projet n'appelle pas de remarque particulière, émettant ainsi un avis favorable ;
- Avis de la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne, du 30 août 2022, précisant que le projet de modification n'appelle pas d'observation particulière ;
- Avis du Conseil départemental de la Haute-Garonne, du 8 novembre 2022, précisant que les points du dossier n'appellent aucune observation particulière – cependant, il demande à mettre à jour la liste des bénéficiaires des ER qui a été modifiée suite à l'annulation du PLUi-H ;
- Avis de la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne, du 24 octobre 2022 formulant un avis favorable au projet de 3^{ème} modification du PLU ;
- Avis favorable de la Commune de Villeneuve-Tolosane, par délibération du 9 novembre 2022.

Toulouse Métropole propose de répondre à la remarque du Conseil départemental de la Haute-Garonne de la manière suivante :

La modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec l'objet de la présence procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi-H.

Cette réponse n'appelle aucune modification du dossier de modification.

2 – Enquête publique, conclusions de la commission d'enquête / commissaire enquêteur et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole

Organisation de l'enquête publique

Une enquête publique s'est tenue du mercredi 9 novembre 2022 à 9 h au vendredi 9 décembre 2022 à 12 h.

Pendant toute la durée de cette enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions :

- sur le registre dématérialisé sécurisé accessible 7j/7 et 24h/24 via le site internet de Toulouse Métropole,
- sur un registre d'enquête papier établi sur feuillets non mobiles, mis à disposition au siège de Toulouse Métropole et au service Urbanisme de la Mairie de Cugnaux – 1, rue Vincent Auriol, aux jours et heures d'ouverture au public ;
- par voie postale en adressant un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, Toulouse Métropole – 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31 505 Toulouse Cedex 5.

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

Permanences du commissaire enquêteur

Par ailleurs, le Commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations au service Urbanisme de Cugnaux – 1, rue Vincent Auriol – 31 270 Cugnaux, lors des permanences aux jours et heures suivants :

- Mardi 15/11/2022 de 14 h à 17 h ;
- Mardi 29/11/2022 de 14 h à 17 h ;
- Vendredi 09/12/2022 de 9 h à 12 h.

Observations du public pendant l'enquête

- 1 requête a été inscrite aux registres d'enquête Ville de Cugnaux ;
- Aucune requête n'a été enregistrée sur le registre de Toulouse Métropole ;
- Aucun courrier n'a été adressé au Commissaire enquêteur ;
- 16 contributions ont été déposées sur le registre numérique ouvert pour l'enquête publique et accessible via le site de Toulouse Métropole.

Rapport du Commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur a émis un rapport en date du 10 mars 2023. Il émet un avis favorable sur le projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cugnaux, tel qu'il est décrit dans le dossier soumis à l'enquête, avis favorable assorti d'une réserve et de quatre recommandations.

Il est repris ci-dessous les réserves et recommandations issues du rapport du Commissaire enquêteur.

La réserve

1. RÉSERVE N°1 : concernant le classement de la Servitude d'Équipement Public n° 3 :
 - vérifier qu'il n'existe pas de solution de contournement qui épargnerait la parcelle agricole, quitte à rallonger le futur tracé de la piste cyclable ;
 - vérifier le caractère réglementaire du classement en SEP d'une parcelle agricole dans une simple modification du PLU.

Les recommandations

1. RECOMMANDATION N°1 : concernant l'application du taux de 1 emplacement de parking par Logement Locatif Social, l'application éventuelle des normes nationales devrait raisonnablement être précédée d'une étude sur la suffisance des transports collectifs desservant chaque résidence.
Le porteur de projet admet « des aménagements au cas par cas pour les résidences sociales conventionnées, résidences seniors et étudiants ». Ces aménagements au cas par cas devraient être étendus à tous les logements locatifs sociaux qui ne répondraient pas aux besoins en transports collectifs.
2. RECOMMANDATION N°2 : concernant l'emplacement réservé N°15 (élargissement du chemin de Michet), en vue de préparer sereinement la future DUP, alerter préventivement les propriétaires riverains qui ne manqueront pas d'être impactés par l'élargissement du chemin à 11 m.
3. RECOMMANDATION N°3 : concernant le classement de l'emplacement réservé N°38, en vue de préserver les quelques arbres lors de la construction du futur groupe scolaire,

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

procéder à un inventaire des arbres de haute tige qui mériteraient d'être sauvegardés.

4. RECOMMANDATION N°4 : concernant le zonage du PLU en vigueur, et à titre de document de référence, intégrer à la 3^e modification du PLU le plan A0 du Document Graphique de Règlement (DGR) comme le porteur de projet l'a proposé (§23 bis, Observation N° 19).

Toulouse Métropole entend lever l'ensemble des réserves de la manière suivante :

Après vérification du caractère réglementaire du classement en SEP d'une parcelle agricole, il s'avère que le dernier alinéa de l'art L151-41 du CU précise littéralement que "...dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements." La lecture de cet article conduit donc à exclure de telles servitudes en zone A.

En conséquence, Toulouse Métropole propose de retirer ce point d'objet de la Modification. Les études se poursuivent toutefois afin de garantir la faisabilité de ce maillage du réseau REV dans le cadre du PLUi-H en cours d'élaboration.

La modification du dossier porte sur la notice, le document graphique et la liste des servitudes d'équipements publics.

Toulouse Métropole prend en compte les recommandations de la manière suivante :

1. *Le nombre de places pour le logement locatif social est imposé par le Code de l'urbanisme, avec un maximum d'une place par logement et le Code de l'urbanisme s'applique de facto en matière de stationnement. Toutefois afin de favoriser le stationnement sur l'espace privé et libérer ainsi l'espace public, il est proposé en réponse à la recommandation d'introduire dans le règlement la possibilité d'exiger des places visiteurs au regard du contexte c'est-à-dire de l'importance de l'opération, la nature de l'offre de stationnement accessible existant à proximité, et l'offre des transports en commun. Cette règle est susceptible de s'appliquer aux opérations comportant du logement, sans distinction de logement social ou libre.*

La rédaction réglementaire serait donc la suivante : « Il pourra être exigé un nombre de places supplémentaires pour les visiteurs. Cette exigence s'appuiera en particulier sur l'importance de l'opération, sur la nature de l'offre de stationnement accessible existant à proximité, et l'offre des transports en commun. Le nombre de places de stationnement est réalisé de manière à assurer le bon fonctionnement de l'établissement sans gêne ni report sur les voies et les espaces ouverts à tout type de circulation publique ».

Cette recommandation appelle la modification du règlement écrit du dossier de modification.

2. *Les riverains seront alertés dans le cadre de la réalisation du projet. En effet, une concertation préalable à tout projet public ou privé est imposée sur la Commune permettant ainsi de diffuser l'information au plus près des habitants.*

Cette recommandation n'appelle aucune modification dans le dossier de modification.

3. *Un diagnostic phytosanitaire des arbres sera réalisé avant tout projet sur la parcelle afin d'adapter le projet aux arbres existants à conserver.*
La notice soumise à enquête publique comporte une erreur sur la superficie de l'ER 157-19 pour le parc qui avait été créé au PLUi-H de 2019 : il était d'une superficie de 2 456 m² et non de 24 560 m², ce qui relativise la réduction de superficie induite par la création de l'ER 37 dans le cadre de la présente modification du PLU (1 090 m²). Cette erreur sera corrigée dans la notice du dossier approuvé.

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

La correction de cette erreur appelle la modification de la notice du dossier de modification.

4. *La constitution du dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole - Commune de Cugnaux approuvé comportera bien le Document Graphique du règlement au format A0.*

Cette recommandation appelle la modification du document graphique du dossier de modification.

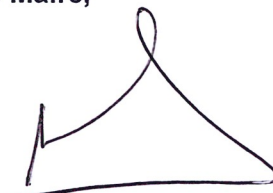
Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de donner un **AVIS FAVORABLE** au projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux tel que modifié pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées et les résultats de l'enquête publique.

Entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **ÉMET** un avis favorable sur le projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux, joint à la présente délibération, tel que modifié pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées et les résultats de l'enquête publique ;
- **DIT** que le dossier de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole – Commune de Cugnaux une fois approuvé par le Conseil de la Métropole, ainsi que le rapport de la commission d'enquête seront consultables au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, service Planification urbaine, 4^è étage, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h, ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne – le dossier de PLU modifié sera consultable sur le site internet de Toulouse Métropole ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera exécutoire après transmission au représentant de l'État et son affichage pendant un mois en Mairie ;
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tous les actes afférents à la procédure et à la bonne exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme
Le Maire,




Albert SANCHEZ

Fait et délibéré les jour, mois et an en sus dits

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, par courrier (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse Cedex) ou par l'application informatique telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier (Hôtel de Ville, 5, place de l'église, 31 270 Cugnaux)

Délibération n°DEL-23-0487

**Approbation de la troisième modification du Plan Local
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux et mise
à jour des annexes**

L'an deux mille vingt-trois le jeudi douze octobre à neuf heures vingt-trois, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Concorde - Centre de Congrès Pierre Baudis - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	105
Procurations :	19
Date de convocation :	06 octobre 2023

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO
Brax	M. Thierry ZANATTA
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Comebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	Mme Ana FAURE, M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE, M. Albert SANCHEZ
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUGNOUX
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC
Saint-Orens	M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND,

	Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Roseline ARMENGAUD	Dalila COUSIN
Mme Sophie LAMANT	Ida RUSSO
M. Pascal BOUREAU	Patrice RODRIGUES
M. Joseph CARLES	Robert MEDINA
Mme Danielle PEREZ	Arnaud SIMION
M. Philippe PLANTADE	Béatrice URSULE
Mme Sophie BOUBIDI	Patrick CHARTIER
M. Robert GRIMAUD	Alain ALENCON
M. Patrick DELPECH	Jacques SEBI
M. Honoré NOUVEL	Thierry ZANATTA
Mme Camille POUPONNEAU	Romain VAILLANT
Mme Dominique FAURE	Vincent TERRAIL-NOVES
Mme Patricia BEZ	Nicole YARDENI
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Nicolas MISIAK
Mme Christine ESCOULAN	Christophe ALVES
M. Francis GRASS	Julie PHARAMOND
M. Maxime LE TEXIER	Caroline HONVAULT
Mme Marine LEFEVRE	Caroline ADOUE-BIELSA
M. Dominique FOUCHIER	Karine TRAVAIL-MICHELET

Conseillers excusés

Aucamville	M. Gérard ANDRE
Colomiers	M. Patrick JIMENA
L'Union	M. Marc PERE
Saint-Jean	Mme Céline MORETTO
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Toulouse	M. Pierre LACAZE, Mme Hélène MAGDO, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, Mme Agathe ROBY

Délibération n° DEL-23-0487**Approbation de la troisième modification du Plan Local
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux et mise
à jour des annexes****Exposé**

Par arrêté en date du 30 mai 2022, Monsieur le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de troisième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, en vue de favoriser la production de logements et de logements locatifs sociaux ainsi que le développement économique et de permettre la réalisation d'équipement publics.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) le 7 juillet 2022 et à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale le 13 juin 2022 dans le cadre d'un examen au cas par cas.

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 9 novembre 2022 au vendredi 9 décembre 2022 inclus.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur avant d'approuver le dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci et comprenant la mise à jour des annexes.

I) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux**• Modification de la norme de stationnement pour les commerces en zone UA, centre historique de Cugnaux**

La zone UA constitue le centre historique de Cugnaux et accueille de l'habitat, des commerces et des services. Afin de permettre une certaine vitalité commerciale dans ce secteur offrant des places de stationnement publiques à proximité, il est proposé de réduire les normes de stationnement pour les commerces et les bureaux.

• Évolution des outils en faveur du logement locatif social :

Il s'agit d'évolutions réglementaires dans le Règlement écrit du PLU concernant les dispositions applicables aux zones urbaines, pour modifier la servitude pour les logements sociaux en abaissant le seuil de déclenchement à 500 m² de surface plancher et en fixant le taux de logements locatifs sociaux à 35 %.

• Création de trois emplacements réservés (ER) pour faciliter la réalisation d'équipement public :

- Instauration des ER n°15, n°37 et n°38.

- L'emplacement réservé n°15 reprend l'emprise de l'emplacement réservé n°157-035 de l'ancien PLUi-H de Toulouse Métropole. Il vise à permettre l'aménagement du chemin Michet et sera au bénéfice de Toulouse Métropole sur une surface de 3110 m².

- L'emplacement réservé n°37, d'une surface de 1090 m² au bénéfice de la Commune vise à permettre la réalisation d'un parc public proche de l'OAP Glacière, dans un secteur fortement urbanisé et à proximité d'un groupe scolaire. Cet emplacement réservé, instauré sur un site déjà très boisé, permettra la sauvegarde des arbres en accompagnement de la création de l'emplacement réservé attenant pour l'extension du groupe scolaire.

- L'emplacement réservé n°38 pour l'extension du groupe scolaire Claudie Haigneré. D'une surface de 4590 m², il est créé pour permettre l'extension du groupe scolaire situé à proximité dans le prolongement de la rue des Troubadours. La partie, la plus qualitative en termes de boisement sera préservée et valorisée par la création d'un parc urbain (ER n°37).

• **Création de la servitude d'équipement public pour aménager le REV4 (Réseau Express Vélo) :**

Ce point d'objet qui visait à aménager une voie cyclable en connexion avec le REV4 réalisé par le Département sur le secteur Las Brocos a été retiré du dossier suite à l'enquête publique.

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification est justifiée.

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis en date du 26 juillet 2022 et considère que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de la troisième modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 7 juillet 2022, conformément au code de l'urbanisme.

5 réponses ont été reçues :

- La CMA, Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Garonne, par courrier du 8 juillet 2022, a émis un avis favorable.
- Tisséo Collectivités, par courrier du 07 juillet 2022, n'a pas formulé d'observations sur le dossier.
- La DDT31 (Direction Départementale des Territoires), par courrier en date du 30 août 2022, n'a pas d'observations particulières.
- La Chambre d'Agriculture et Territoires Haute-Garonne a formulé un avis favorable en date du 24 octobre 2022.
- Le Conseil Départemental, par courrier, du 8 novembre 2022, a formulé des observations sur l'occasion de mettre à jour le PLU de 2015 actuellement applicable, suite à l'annulation du PLUi-H. Trois emplacements réservés réapparaissent au bénéfice du Département dans ce PLU, qui ne figuraient plus à son bénéfice dans le cadre du PLUi-H ; ils devraient être repositionnés au bénéfice de la Métropole. Il s'agit du n°1 (VCSM 1ère tranche), du n°1 b (VCSM 2ème tranche) et du n°4 « Liaison RD 924 et RD 924a (Goubard) ».

Toulouse Métropole apporte les éléments de réponse suivants à la remarque du CD 31 : *La modification du bénéficiaire des emplacements réservés n'est pas en lien avec les points d'objet de la présente procédure. L'actualisation des bénéficiaires des emplacements réservés sera réalisée sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi-H. Il est précisé que cela n'a pas de conséquence sur la mise en œuvre opérationnelle de l'outil au vu du transfert automatique de la compétence voirie entre le Conseil Départemental et la Métropole prévu par la « loi Notre » au 1er janvier 2017. En effet, le transfert des routes départementales à la Métropole a emporté de fait le transfert des servitudes, droits et obligations correspondants ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.*

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 13 octobre 2022 et dirigée par Monsieur Jean-Guy GENDRAS, commissaire-enquêteur, du 9 novembre 2022 au 9 décembre 2022 inclus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Cugnaux sur différents emplacements sur le territoire de la commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Cugnaux.

Le dossier du projet de troisième modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de Cugnaux accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au commissaire-enquêteur, ou encore formuler ses observations par courriel ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Observations du public :

17 observations ont été déposées pendant l'enquête publique :

- 16 contributions sur le registre dématérialisé ;
- 1 contribution sur le registre papier déposé en commune et 0 sur celui déposé à Toulouse Métropole.

Le commissaire-enquêteur a retranscrit dans son procès-verbal de synthèse les demandes des 16 personnes qu'il a reçues.

L'analyse des observations fait apparaître des préoccupations concernant :

- Des difficultés de stationnement relatives aux normes pour les logements sociaux ;
- Des oppositions plus ou moins fortes contre la densification urbaine ;
- La crainte de réduire la protection de l'espace boisé en lien avec les ER n°37 et 38 ;
- Des contributions qui ne relèvent pas des points d'objets de l'enquête : c'est le cas des demandes de reclassement de parcelles en zones constructibles, des réclamations pour protection des quartiers résidentiels contre une urbanisation jugée envahissante, des soucis de préservation du patrimoine paysager et de l'esthétique urbaine de Cugnaux.

L'ensemble des observations a fait l'objet de réponse de Toulouse Métropole dans le cadre de sa réponse au PV de synthèse transmise le 12 décembre 2022.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, dans ses conclusions reçues le 10 mars 2023, a émis un **avis favorable** assorti de **1 réserve et 4 recommandations** au projet de modification n°3 du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux :

Réserve n°1 : Concernant le classement de la Servitude d'Équipement Public n°3 :

- Vérifier qu'il n'existe pas de solution de contournement qui épargnerait la parcelle agricole quitte à rallonger le futur tracé de la piste cyclable
- Vérifier le caractère réglementaire du classement en SEP d'une parcelle agricole dans une simple modification du PLU.

Toulouse Métropole lève la réserve n°1 de la manière suivante :

Après vérification du caractère réglementaire du classement en SEP d'une parcelle agricole, il s'avère que le dernier alinéa de l'art L.151-41 du code de l'urbanisme précise littéralement que « ... dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les trams qui peuvent être concernés par ces équipements ». La lecture de cet article conduit donc à exclure de telles servitudes en zone A. En conséquence, Toulouse Métropole propose de retirer ce point d'objet de la modification. Les études se poursuivent toutefois afin de garantir la faisabilité de ce maillage du réseau REV dans le cadre du PLUi-H en cours d'élaboration.

Recommandation n°1 : Concernant l'application du taux d'un emplacement de parking par logement locatif social, l'application éventuelle des normes nationales devrait raisonnablement être précédée d'une étude sur la suffisance des transports collectifs desservant chaque résidence.

Le porteur de projet admet « des aménagements au cas par cas pour les résidences sociales conventionnées, résidences seniors et étudiants ». Ces aménagements au cas par cas

devraient être étendus à tout les logements locatifs sociaux qui ne répondraient pas aux besoins en transports collectifs.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°1 de la manière suivante :

Le nombre de places pour le logement locatif social est imposé par le code de l'urbanisme, avec un maximum d'une place par logement et le code de l'urbanisme s'applique de facto en matière de stationnement.

Toutefois, afin de favoriser le stationnement pour l'habitat sur l'espace privé et libérer ainsi l'espace public, il est proposé en réponse à la recommandation d'introduire dans le règlement la possibilité d'exiger des places visiteurs au regard du contexte, en particulier de l'importance de l'opération, de la nature de l'offre de stationnement accessible existant à proximité, et de l'offre des transports en commun.

Recommandation n°2 : Concernant l'emplacement réservé n°15 (élargissement du chemin de Michet), en vue de préparer sereinement la future DUP, alerter préventivement les propriétaires riverains qui ne manqueront pas d'être impactés par l'élargissement du chemin à 11 m.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°2 de la manière suivante :

Les riverains seront alertés dans le cadre de la réalisation du projet. En effet, une concertation préalable à tout projet public ou privé est imposée sur la commune permettant ainsi de diffuser l'information au plus près des habitants.

Recommandation n°3 : Concernant le classement de l'emplacement réservé n°38, en vue de préserver les quelques arbres lors de la construction du futur groupe scolaire, procéder à un inventaire des arbres de haute tige qui mériteraient d'être sauvegardés.

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°3 de la manière suivante :

Un diagnostic phytosanitaire des arbres sera réalisé avant tout projet sur la parcelle afin d'adapter le projet aux arbres existants à conserver. La notice soumise à enquête publique comporte une erreur sur la superficie de l'ER 157-19 pour le parc qui avait été créé au PLUi-H de 2019 : il était d'une superficie 2456 m² et non de 24560 m², ce qui relativise la réduction de superficie induite par la création de l'ER 37 dans le cadre de la présente modification du PLU (1090 m²). Cette erreur sera corrigée dans la notice du dossier approuvé.

Recommandation n°4 : Concernant le zonage du PLU en vigueur, et à titre de document de référence, intégrer à la 3ème modification du PLU le plan A0 du Document Graphique de Règlement (DGR) comme le porteur de projet l'a proposé

Toulouse Métropole prend en compte la recommandation n°4 de la manière suivante :

La constitution du dossier de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux approuvé comportera bien le Document Graphique du règlement au format A0.

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole ou la Préfecture nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

5 – Annexes

5A5 - Arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 de classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Est modifié :

- Le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne vient remplacer l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

5A7 - Périmètres de Projet Urbain Partenarial (PUP)**Sont institués :**

- Des périmètres de Projet Urbain Partenarial (PUP) : secteur Pé d'Estèbe - Belle Enseigne sur les communes de Villeneuve-Tolosane et Cugnaux et chemin des Pierres/Cassagnère sur la commune de Cugnaux ;

Est supprimé :

-La délibération DEL-20-0179 du 23 janvier 2020 approuvant une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société COGEDIM sur le secteur Secteur Pé d'Estèbe-Belle, sur les Communes de Cugnaux et Villeneuve Tolosane.

5B1 - Servitude d'utilité publique (plan et tableau des servitudes)**Est ajouté:**

- Un arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transports et de distributions de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits relatif aux SUP II et I3 ;

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant,

5B2- Notice déchets Urbains**Est ajouté :**

- Le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets, est mis à jour par délibération en date du 16 décembre 2021 ;

En vertu de l'article L153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 3ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux joint à la présente délibération comprenant la mise à jour des annexes et modifié comme suit pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations du public :

- Suppression du projet de servitude d'équipement public pour le réseau express vélo n°4 ;
- Modification du règlement écrit pour permettre d'imposer du stationnement visiteurs.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R104-33 à 37 et R153-8 à R153-10, , R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux, approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2012, mis à jour par arrêté préfectoral du 4 février 2014, modifié par délibération du Conseil de la

Métropole en date du 25 juin 2015 et modifié de manière simplifiée par délibération du 23 février 2017,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 30 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse métropole, Commune de Cugnaux,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 13 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux,

Vu le rapport du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Cugnaux en date du 14 juin 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du lundi 25 septembre 2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant Classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014,

Vu l'arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00003 en date du 24 décembre 2021 instituant des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport et de distribution de gaz naturel ou assimilé d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Cugnaux,

Vu la délibération n°DEL-21-0312 en date du 03 juin 2021 portant sur Réalisation de travaux de voirie et réseaux : approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec Monsieur et Madame REDER,

Vu la délibération n°DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018,

Vu la délibération n°DEL-22-0448 en date du 02 juin 2022 portant Instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP), approbation d'une convention de PUP établie avec la société Kaufman & Broad,

Vu la délibération n°DEL-22-0844 en date du 13 octobre 2022 portant sur le retrait de délibération DEL-20-0179 du 23 janvier 2020 approuvant une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société COGEDIM,

Vu la délibération n°DEL-22-0845 en date du 01 décembre 2022 portant approbation d'une convention de projet urbain/partenarial (PUP) avec Monsieur et Madame DANA,

Vu le dossier de modification, tel qu'annexé à la présente délibération,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver la 3ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux composé des pièces mises à jour suite à l'enquête publique du 9 novembre 2022 au 9 décembre 2022, et modifiées pour prendre en compte le rapport du commissaire-enquêteur et intégrant également la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

Article 2

De procéder, en application des articles R 153-20 à R153-22 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la délibération au siège de Toulouse Métropole et à la Commune de Cugnaux pendant une durée d'un mois, à la mention de son affichage dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'à sa publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L133-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire-enquêteur au siège du Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service Planification urbaine, 4ème étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire-enquêteur seront consultables sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme, après sa transmission au Préfet et la publication du dossier de plan local d'urbanisme modifié et la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Article 6


De communiquer l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol à la Direction Départementale ou, le cas échéant, Régionale des Finances Publiques au titre de l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme.

Résultat du vote :

Pour	123
Contre	1 (Mme ROURE.)
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publié le : 18 OCT 2023
Reçu à la Préfecture le 18 OCT. 2023

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC